

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

du 8 février 2017

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le compte-rendu des délibérations suivantes a été affiché à la porte de la Mairie le 10 février 2017.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 2 février 2017.

Présents : M. ALLAIN, M. BARTHOD, Mme BONET, M. COUVAL, Mme GAIFFE, Mme GAUTHIER, Mme GIGNET, Mme HACQUARD-COLNOT, M. HEQUETTE, M. LORIGUET, M. MASSON, M. MOINE, Mme MOUGNARD, Mme PRUNIAUX, M. TROUTIER, Mme TRUCHETET, M. VALZER, M. VERNEREY, M. VERNIER

Absents excusés :

Absents : Mme MORGADINHO

M. Couval, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Ordre du jour

Affaires générales :

17-01 Élection des délégués au Sytteau

17-02 Proposition d'adhésion au nouveau dispositif d'aides aux communes de la CAGB

17-03 Restauration des hangars de l'aérodrome – proposition de nouveaux devis de mission d'AMO du Grand Besançon

17-04 Proposition d'adhésion à l'Agence Technique Départementale

17-05 Entretien de l'aire des gens du voyage - Proposition d'accord financier entre les communes de Thise et Chalèze

Finances :

17-06 Ouverture anticipée de crédits d'investissement

17-07 Maison Chevalier – vente d'objets à un particulier

17-08 Tarifs impression et photocopies

Affaires sociales :

17-09 Projet MARPA - Accompagnement MSA

Animation:

17-10 Désherbage Bibliothèque

Urbanisme :

17-11 Adoption d'un protocole transactionnel Thise/Bureau du paysage

17-12 Projet vidéo protection

17-13 Cimetière

Affaires générales :**17-01 Élection des délégués au Sytteau****Avis favorable du conseil de municipalité du 1^{er} février 2017****Rapporteur : Claude Vernerey**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'à la suite de la démission courant 2016, de Mme Petitot et M Thibert, tous deux élus délégués titulaires et suppléants au Sytteau, M. Besançon, Président de ce syndicat, a alerté la commune sur la nécessité de procéder à la nomination de deux nouveaux délégués titulaires.

Pour rappel, la commune dispose de deux délégués titulaires et de deux délégués suppléants pour chaque syndicat sauf pour le syndicat d'électricité de l'agglomération bisontine qui ne compte qu'un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Pour rappel Les délégués sont élus par le Conseil Municipal parmi ses membres au scrutin secret à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

En conséquence, Monsieur le maire procède à un appel à candidature et à un vote selon les règles énoncées ci-dessus.

Le Conseil Municipal propose les candidats suivants : Messieurs Allain et Masson

Après un vote à bulletin secret, messieurs Allain et Masson sont élus délégués titulaires à 16 voix pour, contre 3 votes blancs.

17-02 Proposition d'adhésion au nouveau dispositif d'aides aux communes de la CAGB**Avis favorable du conseil de municipalité du 1^{er} février 2017****Rapporteur : Alain Loriguet****I. Rappel du contexte**

Le dispositif d'aide aux communes a été créé en 2005. Aujourd'hui, il apporte essentiellement une assistance technique et administrative à la réalisation de projets d'investissement communaux sur le principe de la mise à disposition du personnel de l'agglomération. Cette assistance répond aux attentes des communes qui sont nombreuses à solliciter le service pour la réalisation de leurs projets communaux (voirie, bâtiment, assainissement...).

Le contexte actuel fait apparaître des besoins communaux se diversifiant pour faire face à un environnement institutionnel et normatif en constante évolution. Aussi, pour accompagner au mieux ses communes, le Grand Besançon a souhaité proposer davantage de mutualisations en élargissant le champ d'intervention du dispositif d'aide aux communes à de nombreux domaines (technique, financier, juridique, informatique, ingénierie...) dans le cadre de services communs et en proposant un accès privilégié aux services de l'Agence Départementale d'appui aux Territoires (AD@T).

II. Cadre juridique

Ce dispositif d'Aide aux communes se traduit par la mise en place de services communs, conformément à l'article L.5211-4-2 du CGCT qui prévoit que, en dehors des compétences transférées, un EPCI, une ou plusieurs de ses communes membres, peuvent se doter de services communs, chargés de l'exercice de missions fonctionnelles ou opérationnelles.

III. Contenu du dispositif

Le projet de convention joint au présent rapport précise les missions, les moyens et les services concernés par ce dispositif.

Les services communautaires qui deviennent communs avec les communes et certains syndicats de communes pour les missions décrites dans la convention sont les suivants :

- L'accompagnement pour les projets d'investissements (*services concernés : Direction déléguée à la conduite des opérations techniques d'Aide aux communes, Direction Architecture, Direction Urbanisme opérationnel, Direction Grands Travaux, Direction du Patrimoine, service administratif et financier du DAB, service administration et expertise du DUGPU, Mission Aide aux Communes, Financements européens*)
- L'accompagnement pour la commande publique (*services concernés : Achats, Commande publique*)
- L'accompagnement sur les questions juridiques (*service concerné : Affaires Juridiques*)
- Le conseil en Energie Partagé CEP (*service concerné : Environnement*)
- L'expertise informatique « num@irie » (*service concerné : Direction Technologie de l'Information et de la Communication*)
- Prêt / installation de matériels événementiel (*service concerné : Direction Parc Auto et Logistique*)

Le dispositif contient désormais un accès privilégié à l'AD@T avec une prise en charge financière partielle du coût du service par le Grand Besançon.

IV. Fonctionnement du dispositif

Les services communs fonctionnent selon trois niveaux de service.

A/ Niveau 1 - Partage d'informations

Le niveau 1 consiste à partager avec toutes les communes qui le souhaitent (il n'est pas nécessaire d'avoir signé la convention de services communs) des documents existants (modèles, outils, notes...) et sera facilité par l'Extranet. Il s'agit également de renforcer le lien entre la CAGB et les communes en organisant des réunions d'information avec les élus et secrétaires de mairies, des réseaux thématiques...

B/ Niveau 2 – Conseils, prêt de matériel et AD@T

Le niveau 2 comporte deux ensembles de missions (2a et 2b) auxquels les communes peuvent adhérer ensembles ou séparément.

Le niveau 2 est accessible aux communes et aux syndicats ayant signé la convention de services communs qui prévoit une participation financière forfaitaire (par habitant) et ayant choisies d'adhérer au niveau 2a et/ou 2b.

Ce forfait permet aux communes et aux syndicats de solliciter, en fonction de leurs besoins, les différents services pour :

- du conseil, un avis, une relecture (dans la mesure où les sollicitations ne représentent pas ou peu d'écrits et moins d'une demi-journée de travail),
- des missions définies précisément comme incluses dans ce niveau 2 (toutes les missions et prestations du CEP, la visite annuelle des installations informatiques dans le cadre de Num@irie ainsi qu'un accompagnement forfaitaire pour du conseil et de l'expertise, le prêt de matériel pour les manifestations),
- une assistance informatique pour E-Magnus par le biais de l'AD@T pour les communes.

Lorsqu'une sollicitation nécessite un temps de travail d'au moins une demi-journée, la commune ou le syndicat se verra alors proposer un accompagnement relevant du niveau 3 selon les modalités décrites ci-dessous.»

C/ Niveau 3 - Mise à disposition de moyens

Le niveau 3 est accessible aux communes ayant signé la convention de services communs et qui de ce fait s'acquittent de la participation financière forfaitaire mise en place pour le niveau 2 (2a et/ou 2b).

Le niveau 3 est également accessible aux syndicats de communes qui remplissent les conditions définies dans l'article 1 de la convention.

La commune ou le syndicat sollicite les services communs du dispositif pour un accompagnement personnalisé d'au moins une demi-journée.

Pour num@irie, les mises à disposition dans le cadre du niveau 3 interviennent au-delà du forfait défini pour le niveau 2b.

V. Coût du service

Niveau 2 : le coût d'adhésion correspond à un forfait / habitant / an, mis en place pour assurer le fonctionnement du dispositif.

Le forfait est fixé à :

- 0,30€ / habitant / an pour les missions du niveau 2a
- 2,50€ / habitant / an pour les missions du niveau 2b

Soit un total de 2,80€ pour le niveau 2 comme prévu initialement dans la convention du 30 juin 2016. Le coût maximum du niveau 2 (2a+2b) est fixé à 6 000€ pour les communes de moins de 4 000 habitants et 8 000€ pour les communes comprises entre 4 000 et 10 000 habitants.

Niveau 3 : le remboursement de la mise à disposition d'un agent se fait à la demi-journée sur la base des modalités suivantes :

- ½ journée agent de catégorie A : 226 €
- ½ journée agent de catégorie B : 165 €
- ½ journée agent de catégorie C : 133 €
- coût d'un déplacement : 38 €

Modalités de révision des coûts : le coût annuel du forfait (niveau 2) et le coût de l'accompagnement (niveau 3) sont actualisés tous les ans.

Sous réserve que le projet d'accord financier entre la CAGB et l'Ad@t soit signé avant le 31 mars 2017, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à 18 voix pour et une abstention, décide :

- **D'approuver le projet de nouvelle convention de services communs entre la CAGB et ses communes membres et certains syndicats de communes dans le cadre du dispositif d'aide aux communes,**
- **D'acter que les tarifs sont fixés et actualisés annuellement par délibération du Conseil Communautaire du Grand Besançon,**
- **De se prononcer favorablement sur l'adhésion de la commune au dispositif d'aide aux communes au niveau 2a et 2b**
- **Autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention et s'engage à inscrire les crédits nécessaires.**

17-03 Restauration des hangars de l'aérodrome – proposition de nouveaux devis de mission d'AMO du Grand Besançon

Avis favorable du conseil de municipalité du 1^{er} février 2017

Rapporteur : Claude Vernerey

I – RAPPEL DU CONTEXTE

Lors du conseil municipal du 3 Octobre 2014, la Commune a validé la proposition d'AMO de la CAGB correspondant à 117 demi-journées d'accompagnement représentant un montant de 32 760€.

II – NOUVELLES MODALITES FINANCIERES

A la suite à la mise en place d'un nouveau dispositif d'Aide aux communes par la CAGB, il convient d'appliquer les modalités financières du dispositif à cette mission d'AMO :

| | Unité | Montant en € |
|--|------------------|--------------|
| Accompagnement effectué en 2016 et avant | 45 Demi-journées | 12 600€ |

| | | |
|---|------------------|---------|
| <i>(anciens tarifs)</i> | | |
| Accompagnement restant à réaliser <i>(nouveaux tarifs)</i> | 77 Demi-journées | 16 937€ |
| Déplacements | 40 | 1 520€ |
| | | 31 057€ |

Pour pouvoir accéder à ces missions d'AMO qui relève désormais du niveau 3 du dispositif d'Aide aux communes, la commune doit être adhérente du dispositif au niveau 2b.

Si l'on applique les modalités de calcul définies dans la convention, l'adhésion pour la commune de THISE s'élève à $2,80€ \times 3136 \text{ habitants} = 8781 €$ c'est donc le plafond à 6 000€ qui s'applique pour la première année.

Or, la CAGB s'est engagée pour les communes ayant une mission d'accompagnement en cours, à ce que le nouveau montant demandé ne dépasse pas l'engagement déjà pris par les communes.

- Ancien devis : 32 760€
- Nouvelle tarification : 31 057€ + 6000€ = 37 057€

Le montant du forfait d'adhésion au niveau 2 (2a+2b) du dispositif d'Aide aux communes sera donc ramené à 1703€ pour THISE, pour la première année d'adhésion (au lieu de 6 000€) afin de respecter cet engagement.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Autorise Monsieur le Maire à signer le nouveau devis d'accompagnement pour la mission d'AMO du Grand Besançon

17-04 Proposition d'adhésion à l'Agence Technique Départementale

Avis favorable du conseil de municipalité du 1^{er} février 2017, sous réserve de compléments d'information
Rapporteur : Alain Loriguet

Vu l'article L 5511-1 du code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *"Le Département, des Communes et des Etablissements publics intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé agence technique. Cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier"*.

Vu la délibération du Conseil départemental du Doubs en date du 26 septembre 2016 portant création de l'AD@T,

Vu les statuts de l'AD@T, tels qu'adoptés lors de l'Assemblée générale constitutive du 12 octobre 2016.

Exposé :

M (Mme) le Maire, M. le Président fait part au Conseil Municipal (Communautaire) de la proposition du Département de créer entre le Département, les communes et les établissements de coopération intercommunale (EPCI) une Agence Départementale d'appui aux territoires (AD@T) au service des communes et de leurs groupements.

En effet, face à l'évolution des missions de l'Etat, le Département a décidé en concertation avec les communes et les EPCI de favoriser la création d'une structure dédiée à apporter une solution aux collectivités du Doubs dans le domaine de l'ingénierie publique.

Statut juridique et compétences :

2016-48

Le choix s'est porté sur la création d'une Agence, au sens de l'article L 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, sous la forme d'un établissement public administratif. L'AD@T assurera des missions de base (pack de base), qui auront pour objet d'apporter aux Collectivités Territoriales et aux EPCI qui auront adhéré une assistance de nature technique et juridique dans les domaines de l'aide à l'informatisation (logiciel, installation, formation et maintenance), de la délivrance de conseils juridiques, et de toutes autres missions dans les limites de l'article L 5511-1 du code Général des Collectivités Territoriales.

Membres :

Les membres adhérents à l'AD@T sont :

Le Département ;

Les Communes ;

Les Etablissements publics intercommunaux ;

Il est précisé que l'adhésion est volontaire et n'emporte pas transfert de compétences.

Fonctionnement :

Les statuts prévoient la constitution d'un Conseil d'Administration présidé par la Présidente du Département et d'une Assemblée générale composée de 3 collèges de représentants des membres adhérents de l'agence :

- Le collège des Conseillers départementaux (10 membres dont la Présidente)
- Le collège des Communes (5 membres)
- Le collège des intercommunalités (5 membres).

Ressources :

Dans le cadre de l'élaboration d'un projet de budget pour l'AD@T à l'occasion de ses premières années de fonctionnement, il a été envisagé sur la base d'une section de fonctionnement s'élevant à 1 million € qu'une cotisation annuelle serait versée par les membres adhérents calculée au prorata du nombre d'habitants.

La cotisation donne accès aux prestations comprises dans le pack de base.

GRILLE TARIFAIRE AUX ADHERENTS HT

I. Communes Syndicats EPCI

| | Contribution annuelle | Cotisation par habitant (base population totale) | Plafond |
|-----------|-----------------------|---|---------|
| Communes | 100 € | 0.60 € | 5 000 € |
| Syndicats | 500 € | 0.60 € | 5 000 € |
| EPCI | 1 000 € | 0.60 € | 5 000 € |

II. Pondération applicable uniquement aux Syndicats et aux EPCI

(Uniquement sur la cotisation par habitant)

Population < à 10 000 habitants :

Population > à 10 000 habitants
< à 50 000 habitants :

Population > à 50 000 habitants :

| Coefficient de pondération | Tarif |
|-------------------------------|-------------|
| 0.50 | 0.30 €/hab. |
| 0.20 | 0.12 €/hab. |
| 0.10 | 0.06 €/hab. |

III. Contribution de solidarité

(collectivités ne bénéficiant pas du service informatique)

Agglomérations et Département du Doubs : 0.10 €/habitant (base population totale)

Enfin, les prestations supplémentaires fournies par l'AD@T seront facturées, dans les conditions fixées par le Conseil d'administration.

Intérêt de la présente adhésion

La présente demande d'adhésion est justifiée par la volonté de bénéficier d'un service doté d'une ingénierie juridique et administrative dans les domaines de l'aide à l'informatisation, de la délivrance de conseils juridiques qui permettra à la collectivité de mener à bien techniquement et juridiquement les projets qu'elle souhaite engager dans les domaines précités.

Cette adhésion donnera ensuite accès aux prestations optionnelles qui seront proposées par l'AD@T.

M. Vernier, conseiller municipal intéressé, ne participe pas aux débats et ne prend pas part au vote.

Sous réserve que le projet d'accord financier entre la CAGB et l'Ad@t soit signé avant le 31 mars 2017, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à 17 voix pour et une abstention :

- APPROUVE les statuts joints en annexe
- DECIDE d'adhérer à l'AD@T
- DESIGNE le Maire pour représenter la commune ou la structure intercommunale à l'Assemblée Générale de l'AD@T
- AUTORISE le Maire à prendre toutes les décisions et à signer tous les documents concrétisant cette décision.

17-05 Entretien de l'aire des gens du voyage - Proposition d'accord financier entres les communes de Thise et Chalèze

Avis favorable du conseil de municipalité du 1^{er} février 2017

Rapporteur : Alain Loriguet

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal que l'accueil des différents groupes de gens du voyage, notamment pendant les saisons estivales, occasionne un surcroit de travail pour l'agent (les agents) d'entretien (technique) communaux. Cela représente un surcoût financier non négligeable qui pèse sur les finances.

En effet, le terrain de grand passage est situé sur la commune de Thise mais est limitrophe de la commune de Chalèze. Parce qu'il est bordé par la nationale d'une part, et par le Doubs d'autre part, sa situation géographique conduit les gens du voyage à « vivre » également sur Chalèze.

Ainsi, par voie de convention avec la commune de Chalèze, il convient de se prononcer sur un coût, horaire ou journalier, sur la base duquel la commune de Thise pourrait participer financièrement aux missions d'entretien de l'agent technique de Chalèze.

Dans sa séance du 16 décembre 2016, le conseil municipal de Chalèze a pris une délibération fixant à 18.34 € le coût demandé à la commune de Thise, pour une heure de travail effectué par son agent technique.

Après en avoir délibéré, à 18 voix pour et une abstention, le conseil municipal décide :

- D'accepter cette proposition fixée à 18.34 € pour une heure de travail, dans la limite de 100 heures effectuée dans l'année ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document afférent, et notamment la convention qui sera proposée par la commune de Thise.

Finances :

Avis favorable du conseil de municipalité du 1^{er} février 2017 **Rapporteur : Loïc Allain**

17-06 Ouverture anticipée de crédits d'investissement

L'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que, pendant la phase d'élaboration du budget et avant son adoption, monsieur le maire peut, sur autorisation du conseil municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, à l'exclusion des crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont alors inscrits au budget lors de son adoption.

Pour rappel, le total des crédits ouverts au budget 2016, moins les crédits afférents au remboursement de la dette s'élevait à 1 489 107 €. L'autorisation maximale étant fixée à un quart, il est proposé au conseil municipal d'ouvrir, dès à présent, des crédits d'investissement sur le budget général à hauteur de 372 276 €.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal, dans l'attente du vote du budget 2017, accepte l'ouverture anticipée de crédits proposée, d'un montant total de 372 276 €.

17-07 Maison Chevalier – vente d'objets à un particulier

Avis favorable du conseil de municipalité du 1^{er} février 2017 **Rapporteur : Loïc Allain**

Monsieur le Maire expose que, par courrier en date du 26 décembre 2016, Monsieur Ishak-Boushaki a fait une offre de 300 € pour l'acquisition des objets restant à l'intérieur de la Maison Chevalier, et entreposés depuis au sein des ateliers municipaux.

Après en avoir délibéré, à 15 voix pour, 3 abstentions et une voix contre, le conseil municipal accepte cette proposition.

17-08 Tarifs impression et photocopies

Avis favorable du conseil de municipalité du 1^{er} février 2017 **Rapporteur : Loïc Allain**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la municipalité a procédé au remplacement des deux photocopieurs pour un coût constant. En effet, ce matériel étant plus récent, la location est un peu plus onéreuse, mais cela est compensé par un coût à la copie plus avantageux, puisqu'il s'agit d'équipement plus moderne.

Il convient donc de réactualiser le coût demandé aux associations dans le cadre de leurs demandes d'impression :

| | Copie A4 noir et blanc | Copie A4 couleur |
|-----------------|------------------------|------------------|
| Anciens tarifs | 0.005 € | 0.05 € |
| Nouveaux tarifs | 0.0048 € | 0.048 € |

Il est précisé que les associations continueront à fournir le papier nécessaire aux impressions.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, à 18 voix pour et une abstention, le conseil municipal décide :

- d'instaurer les nouveaux tarifs indiqués dans le tableau ci-dessus ;
- d'émettre des titres de recettes d'un montant minimum de 5 €.

Affaires sociales :

17-09 projet MARPA - Accompagnement MSA

Avis favorable du conseil de municipalité du 1^{er} février 2017

Rapporteur : Thibaut Hequette

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que l'objet de cette délibération est d'établir les modalités selon lesquelles MSA Services BFC et le porteur de projet désirent coopérer pour la mise en œuvre des études et la réalisation d'une Marpa sur la commune de Thise (dite "phase 2").

La convention d'accompagnement repose sur le montage financier suivant :

- Le temps de travail dédié à l'intervention décrite dans la convention s'élève à **25 jours** pour un coût égal à **18750 € HT, soit 23 437 € TTC** :

- **Montage administratif et financier du projet – 14 jours**
- **Préparation de la réalisation du bâti – 5 jours**
- **Relations avec les administrations – 6 jours**

Le coût de journée de MSA Services Bourgogne Franche-Comté s'élève à 750€ HT, et s'entend tous frais compris : ingénierie, rédaction, réunions, frais de déplacements, frais d'édition des documents et rapports d'étude.

La facturation sera réalisée en trois fois : un acompte de 30% au démarrage de la mission, une facture intermédiaire de 30% et le solde au terme de la mission.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, valide cette proposition

Animation:

Avis favorable du conseil de municipalité du 1^{er} février 2017

Rapporteur : Geneviève Truchetet

17-10 Désherbage Bibliothèque

Monsieur le Maire informe qu'en vertu de la réglementation en vigueur, un certain nombre de livres en service depuis plusieurs années à la bibliothèque de Thise, doivent être réformés car leur état ne permet plus une utilisation normale.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 18 voix pour et une abstention, décide que :

- en service depuis plusieurs années, les livres figurant dans la liste jointe sont mis à la réforme ;
- ces livres seront cédés gratuitement ou détruits.

Urbanisme :

2016-50

17-11 Adoption d'un protocole transactionnel Thise/Bureau du paysage

Avis favorable du conseil de municipalité du 1^{er} février 2017

Rapporteur : Roger Masson

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal que la commune a attribué un marché de maîtrise d'œuvre en 2006, au bureau du Paysage, afin de réaliser des aménagements urbains sur la rue de Besançon, en 3 phases successives.

Une dernière tranche devait être réalisée en vertu de ce contrat. Elle devait porter sur la dernière portion de la rue de Besançon, qui mène jusqu'à l'église.

L'ancienne municipalité, dans sa dernière année de mandat, n'a pas semblé vouloir poursuivre ces travaux. En effet, courant 2013, le bureau du paysage a avancé que l'ancienne municipalité a souhaité modifier le projet et refaire certaines études, mais lui a signifié au dernier moment sa volonté de ne pas donner suite au projet. Le bureau du paysage était pourtant sur le point de lancer la consultation pour la réalisation des travaux.

Monsieur Roux, gérant du bureau du paysage, a été reçu à l'été 2014 par l'équipe municipale actuelle. Les élus ont alors souhaité prendre le temps de la réflexion avant finalement de décider d'arrêter la mission de maîtrise d'œuvre.

Le bureau du Paysage a ensuite fait valoir par courrier qu'il avait subi un préjudice estimé à 14 400 €, résultant de l'embauche d'un collaborateur supplémentaire qu'il a dû licencier par la suite, du fait de la « mise en sommeil » de la mission. Par ailleurs, le marché précise que la décision unilatérale mettant un terme à la mission ouvre droit au prestataire au versement d'une indemnité équivalente à 10% du montant total de la prestation.

La négociation qui a été engagée depuis a permis de ramener cette somme à 10 000 €.

Consultée sur ce dossier, Maître Suissa a proposé un protocole transactionnel afin de sceller cet accord financier, qui sera joint à la présente délibération.

L'exposé du maire entendu, le conseil municipal, à 17 voix pour, une abstention et une contre, valide le présent protocole transactionnel.

17-12 Projet vidéo protection

Avis favorable du conseil de municipalité du 1^{er} février 2017

Rapporteur : Loïc Allain

Monsieur le Maire expose au conseil municipal les contours du projet de vidéo protection. Il rappelle qu'il constituait un engagement de campagne et que la tendance haussière des actes délictueux sur la commune confirme malheureusement le caractère urgent de ce dossier.

Après étude des besoins par les services et échanges avec la gendarmerie, un cahier des charges a été arrêté et une consultation a été lancée.

Le marché concerne un projet d'installation d'un système de vidéo protection sur 9 sites de la commune de Thise pour 13 caméras au total. Au terme de cette procédure, l'analyse des offres a fait ressortir la candidature de Cegelec, pour un montant de 54 568.41 € HT (65 482.09 € TTC).

Monsieur le Maire rappelle qu'une demande d'autorisation auprès du service sécurité/police administrative de la Préfecture est en cours d'élaboration. Celle-ci devra comporter des éléments qui seront fournis ultérieurement par le prestataire retenu, tels que des habilitations et des schémas d'implantation et de prise de vue des futures caméras.

Dans un second temps, un dossier de demande de subvention pourra être déposé au titre du FIPD (fonds interministériel de prévention de la délinquance) selon le plan de financement suivant :

| | |
|--------------------------------------|--------------------|
| Subvention FIPD (de 20 à 50%) | 27 284.20 € |
| Fonds propres | 27 284.21 € |
| Coût total HT du projet | 54 568.41 € |

En conséquence, Monsieur le Maire propose au conseil municipal qui, à 18 voix pour et une abstention, décide de :

- s'engager à entreprendre les travaux de fourniture et d'installation d'un système de vidéoprotection ;
- d'attribuer le marché à l'entreprise Cegelec, pour un montant de 65 482.09 TTC ;
- d'autoriser Monsieur le maire à signer le marché et tout document afférent ;
- déposer une demande d'autorisation d'un système de vidéo protection auprès de la préfecture ;
- déposer une demande de subvention auprès du FIPD selon le plan de financement exposé plus haut.

17-13 Cimetière : délivrance des concessions de caveaux 2 et 4 places

Avis favorable du conseil de municipalité du 1^{er} février 2017

Rapporteur : Alain Loriguet

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'en raison du problème de manque de caveaux, les délibérations n°15-85 du 18 novembre 2015 et n°16-45 du 11 mai 2016 avaient respectivement permis de surseoir à l'octroi de concessions de caveaux de 4 places et de 2 places.

Ce risque étant aujourd'hui écarté, il propose de modifier le régime de délivrance des caveaux de 2 et de 4 places en accordant de nouveau les concessions par avance.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal accepte ce régime.

RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

| | | |
|----------------|---------|---|
| ♦ Délibération | n°17-01 | Élection des délégués au Sytteau Election de Messieurs Allain et Masson, à 16 voix pour contre 3 votes blancs. |
| ♦ Délibération | n°17-02 | Proposition d'adhésion au nouveau dispositif d'aides aux communes de la CAGB 18 voix pour et une abstention |
| ♦ Délibération | n°17-03 | Restauration des hangars de l'aérodrome – proposition de nouveaux devis de mission d'AMO du Grand Besançon Unanimité |
| ♦ Délibération | n°17-04 | Proposition d'adhésion à l'Agence Technique Départementale 17 voix pour et une abstention |
| ♦ Délibération | n°17-05 | Entretien de l'aire des gens du voyage - Proposition d'accord financier entres les communes de Thise et Chalèze 18 voix pour et une abstention |
| ♦ Délibération | n°17-06 | Ouverture anticipée de crédits d'investissement Unanimité |
| ♦ Délibération | n°17-07 | Maison Chevalier – vente d'objets à un particulier 15 voix pour, 3 contre et une abstention |
| ♦ Délibération | n°17-08 | Tarifs impression et photocopies 18 voix pour et une abstention |
| ♦ Délibération | n°17-09 | Projet MARPA - Accompagnement MSA Unanimité |
| ♦ Délibération | n°17-10 | Désherbage Bibliothèque 18 voix pour et une abstention |
| ♦ Délibération | n°17-11 | Adoption d'un protocole transactionnel Thise/Bureau du paysage 17 voix pour, une contre et une abstention |
| ♦ Délibération | n°17-12 | Projet vidéo protection 18 voix pour et une abstention |
| ♦ Délibération | n°17-13 | Cimetière Unanimité |